

Elections présidentielles 2009: Le Salvador sur la voie du changement?

Lionel Bar *

Le succès relatif du FMLN aux élections législatives et municipales de janvier 2009 laisse entrevoir, pour la première fois dans l'histoire démocratique de ce petit pays d'Amérique centrale, la possibilité d'une alternance politique après des années de gouvernement de l'Alliance républicaine nationaliste - ARENA - principal parti de la droite salvadorienne.

Au pouvoir depuis deux décennies, l'ARENA a enregistré un léger recul électoral tant sur le plan national que local face à son principal concurrent, le FMLN, qui devient la première force politique au Parlement (35 députés). Il devance de justesse l'ARENA (32 députés) et le Parti de la conciliation nationale, parti de droite modérée arrivé en troisième position (11 députés). Quant au Parti démocrate chrétien, la plus ancienne formation politique en lice, il ne parvient pas à enrayer sa perte d'influence

(5 députés).

Ces élections constituent sans nul doute un premier test national dans la perspective des élections présidentielles du 15 mars prochain qui, pour l'heure, semble plutôt favorable au candidat du FMLN, Mauricio Funes. Journaliste de formation, ce dernier semble avoir donné un nouveau souffle à l'ancienne guérilla reconvertie en parti politique. Selon les enquêtes d'opinion, il devancerait son principal adversaire Rodrigo Avila, ex directeur de la police nationale et candidat

officiel de l'ARENA, même si tout porte à croire que le scrutin sera serré.

Retour sur les élections législatives et municipales

Le 18 janvier dernier, 4,2 millions d'électeurs salvadoriens étaient appelés à élire, pour une période de trois ans, leurs représentants au sein de l'Assemblée nationale monocamérale et des conseils municipaux. Ce scrutin était également couplé à l'élection des députés salvadoriens au Parlacen, parlement centraméricain.

A l'issue d'une campagne électorale intense dont les préparatifs avaient commencé bien avant la mi-novembre 2008, date du lancement officiel de la campagne, les résultats des scrutins de janvier 2009 n'ont pas semblé constituer une véritable « surprise » dans la mesure où l'on s'attendait plus ou moins à une poussée électorale du FMLN. Les véritables interrogations semblaient davantage porter sur l'ampleur de cette progression.

Si le FMLN est sorti vainqueur du scrutin, il s'agit néanmoins, de prime abord, d'une courte victoire du principal parti de l'opposition qui conforte son assise nationale et locale. Le FMLN redevient la première force politique du pays avec 35 députés nouvellement élus sur un total de 84. Cependant, si cette progression reste minime en nombre de sièges

*Ces élections
constituent sans
nul doute un
premier test
national dans la
perspective des
élections
présidentielles
du 15 mars*

* Lionel Bar Maître de conférences à l'Université François Rabelais de Tours en France, enseigne la civilisation latino-américaines au sein du Département d'études hispaniques et hispano-américaines. Depuis quelques années, ses recherches portent plus particulièrement sur l'étude des évolutions récentes en Amérique latine : processus de démocratisation, modèle de développement socio-économique, intégration régionale et diversité culturelle.

- 3 députés supplémentaires par rapport à la précédente législature (2006-2009) - elle doit être mesurée à l'aune des résultats obtenus depuis sa première participation, en 1994, à des élections législatives, deux ans après la signature des accords de paix. A cette époque, le FMLN avait obtenu 21 sièges contre 39 pour l'ARENA et 18 pour le Parti démocrate chrétien.

Par ailleurs, si la différence de voix qui sépare les deux principales formations reste faible (90 000 voix), elle n'a jamais été aussi importante et elle profite plus nettement au FMLN qui, pour la première fois, franchit la barre des 40 % (avec 42,6 % des voix) contre 38,5 % pour l'ARENA qui reste stable malgré une très légère baisse.

Le léger recul du principal parti de droite s'accompagne d'un recul beaucoup plus net de la droite modérée, le Parti de la conciliation nationale, qui retrouve son score de 1997 avec 8,8% des voix. Pour ce qui est du Parti démocrate chrétien, il ne parvient pas à enrayer son déclin (près de 7% des voix) en dépit d'un mode de scrutin proportionnel pourtant favorable à une meilleure représentation de l'ensemble des forces politiques.

Quant aux petits partis tels le Centre démocratique uni ou le Front démocratique révolutionnaire, parti social démocrate dissident du FMLN, ils sont en situation d'échec. Aucun de ces deux partis n'aura de représentant ni à l'Assemblée nationale ni au Parlement centraméricain. Sur un total de 20 sièges à pourvoir au Parlacen, les deux grandes formations salvadoriennes s'en octroient 17 (9 pour le FMLN/ 8 pour ARENA) tandis que 3 reviennent aux formations de moindre importance (2 pour le PCN et 1 pour le PDC).

Sur le plan local, le FMLN conforte son assise municipale et progresse dans de nombreux départements. Seul ou coalisé, il gagne les élections dans 96 municipalités sur un total de 261, soit un gain de 38 municipalités par rapport aux dernières élections. Quant au principal parti de gouvernement, l'ARENA, il enregistre un recul sensible : il dirigera désormais 121 municipalités (contre 147 en 2006). Les 45 municipalités restantes ont été remportées par les formations de moindre importance (PCN-PDC-CD). Toutefois, la poussée électorale du principal parti de gauche est atténuée par la défaite emblématique de sa candidate à la mairie de San Salvador, détenue par le FMLN depuis 1997 et qui bascule à droite avec l'élection du député aréniste, Norman Quijano.

Les élections législatives de janvier dernier confirment donc une première tendance de fond que l'on observe élection après élection : la constante progression électorale du FMLN. Et ce, en dépit de conditions souvent adverses, notamment en matière de traitement médiatique pendant la durée des campagnes, comme l'a souligné le rapport de la mission d'observation électorale de l'Union Européenne

Elles mettent en évidence une seconde évolution qui se dessine depuis fin de la guerre civile et le début du processus de démocratisation politique, à savoir : la structuration bipartite de l'espace politique autour de deux grandes formations : l'ARENA et le FMLN. Les autres partis tendent à occuper un espace chaque fois plus réduit et parviennent à préserver un ancrage avant tout local. Paradoxalement, en l'absence de majorité au Parlement, le rôle des petits partis devient désormais crucial pour assurer la stabilité gouvernementale.

Scrutin présidentiel : la victoire au centre ?

Le principal slogan de campagne du FMLN « Viene el cambio ! » parviendra-t-il à traduire les attentes d'une majorité de Salvadoriens ? Depuis le retour à la paix, les élections présidentielles n'ont jamais été favorables au candidat de la principale formation de gauche dont le meilleur score (35 % des voix) avait été atteint en 2004 lors de la candidature du leader historique du FMLN, Schafik

Handal. Depuis la mort de ce dernier, en 2006, et la désignation, l'année suivante, du journaliste Mauricio Funes comme candidat à la présidentielle, il semble bien que la stratégie d'ouverture mise en place par le FMLN ait plutôt bien réussi, si l'on se réfère notamment aux résultats des élections intermédiaires de janvier dernier. Néanmoins, ceux-ci ne constituent qu'un indicateur parmi d'autres qu'il faut replacer dans le cadre spécifique d'une élection présidentielle au scrutin majoritaire à deux tours.

D'ores et déjà, l'annonce du retrait des candidats des petites formations de la course présidentielle et en particulier le renoncement semble-t-il forcé de Tomas Chévez, candidat du Parti de la conciliation nationale, laisse augurer une fin de campagne âprement disputée entre les deux seuls candidats désormais en lice : Mauricio Funes pour le FMLN et Rodrigo Avila pour l'ARENA.

Le principal slogan de campagne du FMLN « Viene el cambio ! » parviendra-t-il à traduire les attentes d'une majorité de Salvadoriens ?

Incontestablement, la candidature de Mauricio Funes, journaliste indépendant âgé de cinquante ans, à la notoriété et au charisme certains a contribué à recentrer l'image du FMLN. Le choix de placer à sa tête un candidat présidentiel ne faisant pas parti des leaders historiques du parti, tel Salvador Sanchez, candidat à la vice-présidence, est en soi un signal clair de renouveau adressé à la société salvadorienne. De plus, la politique d'alliance nouée avec différentes composantes de la société civile et notamment des secteurs socioprofessionnels peu enclins à afficher publiquement leurs préférences électorales à également contribué à créer un nouvel élan autour de la candidature de Mauricio Funes.

Dans le même esprit, le programme de gouvernement du FMLN, adopté en aout 2008 après une longue phase de concertation avec les différents secteurs de la société, se veut l'instrument d'une politique de « changement concret » basée sur un éventail de mesures visant principalement à redynamiser l'activité économique dans un pays en crise, à freiner l'augmentation du coût de la vie, à réduire la pauvreté et à mettre en place une nouvelle politique de lutte contre la violence engendrée par le crime organisé et les « maras ». Plus globalement, le programme du FMLN entend situer l'action de son futur gouvernement dans le cadre d'une consolidation de la démocratie et des valeurs de solidarité à travers la promotion d'un Etat de droit et la construction d'un véritable Etat social dans un pays où plus de 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté.

En choisissant la thématique socio-économique comme principal axe de campagne et la nécessité de promouvoir un modèle de développement plus équitable comme programme de gouvernement, le FMLN a sans doute visé juste et posé le bon diagnostic d'autant que la crise économique internationale et ses répercussions tant régionales que nationales commencent à se faire sentir. Mais paradoxalement, la crise mondiale risque de réduire les marges de manœuvre du futur président, quel qu'il soit. C'est dans ce contexte de profondes incertitudes internationales et pour asseoir sa stature d'homme d'Etat que le candidat du FMLN a entrepris, à la fin de l'année 2008, plusieurs voyages à l'étranger qui l'ont conduit aux Etats-Unis, au Mexique et en Amérique du Sud.

Lors de ses visites aux Etats-Unis, pays où réside la plus importante communauté salvadorienne à l'étranger dont les transferts familiaux constituent une des principales ressources du pays aujourd'hui menacées, le candidat à la présidence de la République, accompagné de ses assesseurs en matière économique et sociale, a rencontré les principales autorités financières internationales et interaméricaines en prévision de besoins de financements supplémentaires pour soutenir l'activité économique et la création d'emplois.

Mauricio Funes a également pu dialoguer avec ses compatriotes exilés dans ce pays (qui représentent environ un tiers de la population salvadorienne) et leur a fait part de sa décision de créer, s'il était élu, un ministère de l'intégration migratoire destiné à améliorer la stabilité des immigrés salvadoriens installés aux Etats-Unis et de mettre en place un programme de réunification familiale. Cette visite du candidat du FMLN aux Etats-Unis, principal partenaire économique du Salvador, a aussi été l'occasion, semble-t-il, de rassurer les éventuelles inquiétudes des représentants d'une administration nord-américaine alors en période de transition présidentielle.

L'agenda international de Mauricio Funes a également été marqué par la visite de ce dernier dans plusieurs pays du Cône sud et au Brésil, où le candidat du FMLN a rencontré le président Lula Da Silva pour évoquer l'impact de la crise financière en Amérique latine et les divers programmes mis en place par le gouvernement brésilien pour relancer

l'activité économique et combattre la pauvreté.

La nécessité d'une véritable politique de cohésion sociale mise en avant par le candidat du FMLN et son articulation autour d'une politique d'ouverture sur la société civile a sans aucun doute bénéficié, jusqu'à présent, à Mauricio Funes qui reste en tête des intentions de vote. Mais rien ne peut assurer que la majorité des électeurs, dans le secret de l'isoloir, fera confiance à un candidat présidentiel soutenu par un parti qui est certes la première formation politique du pays avec une solide pratique institutionnelle mais qui reste un parti sans expérience gouvernementale dont le passé est associé, pour certains, à la guerre civile et à des relations tendues avec les Etats-Unis. En ces temps de campagne propice à la polarisation, il n'est pas rare de voir resurgir, sous une forme ou une autre, dans des secteurs en général proche de l'Alliance républicaine nationale, l'épouvantail

La nécessité d'une véritable politique de cohésion sociale mise en avant par le candidat du FMLN et son articulation autour d'une politique d'ouverture sur la société civile a sans aucun doute bénéficié, jusqu'à présent, à Mauricio Funes

anticommuniste que l'on agite pour prévenir les menaces que ferait encourir un futur gouvernement du FMLN aussitôt comparé à ceux du Nicaragua ou du Venezuela.

Mais le principal parti de droite duquel sont issus les quatre derniers présidents de la République a bien conscience que les temps changent, en Amérique du Nord comme du Sud. Sur le plan international, le dernier contingent de troupes salvadoriennes stationnées en Irak a regagné récemment le Salvador après plusieurs années de présence dans ce pays. Sur le plan intérieur, le programme de gouvernement défendu par l'Arena et les discours de campagne à la présidentielle, Rodrigo Avila, témoigne d'un certain recentrage de la principale formation de droite créée au début des années 1980 à l'initiative du major Robert D'Aubuisson.

Amorcé depuis plusieurs années, ce recentrage de l'Arena se fonde dans un discours modernisateur à consonance sociale incarné par son jeune candidat à la présidentielle. Ingénieur formé aux États-Unis, Rodrigo Avila est surtout connu du grand public pour avoir occupé les fonctions de directeur de la police nationale dans un pays où les problèmes liés à l'insécurité sont récurrents. Le programme de gouvernement du candidat areniste et de son colistier Arturo Zablah, intitulé « Un pays plus juste », s'inscrit dans le prolongement des politiques antérieures et entend porter ses efforts sur l'emploi, le logement avec, semble-t-il, quelques inflexions en matière de subventions versées par l'État à certains secteurs économiques et l'extension de programmes sociaux, par exemple dans le domaine de la santé.

Mais les fondements de l'économie salvadorienne qui dépend en grande partie des « remesas » et des industries d'assemblage demeurent fragiles et chacun des deux candidats aux élections présidentielles cultive la modération, tant par nécessité interne qu'en raison des effets de la crise internationale. Tout porte à croire que l'élection se gagnera au centre.

Vers l'alternance ?

La volonté de changement que semble exprimer la société salvadorienne se traduira-t-elle par l'élection, à la présidence de la République, d'un candidat du FMLN ? Pour l'heure, Mauricio Funes bénéficie d'une dynamique qui lui est plutôt

favorable face à son principal adversaire de droite qui ne fait pas l'unanimité dans son propre camp et dont le parti, Arena, pâtit d'une certaine usure du pouvoir.

Pour Rodrigo Avila, la principale difficulté consiste en effet à s'inscrire dans une perspective de changement après des années de gouvernement de l'Arena auquel il a été associé et dont le bilan personnel en matière de lutte contre l'insécurité ne fait pas consensus. A ce premier obstacle, s'ajoute les remous internes qui mettent en évidence que l'union sacrée autour du candidat « surprise » de l'Arena ne va pas de soi, comme en témoigne la photo de famille, prise peu de temps après la défaite électorale de janvier dernier et qui a réuni, pour la première fois, les quatre anciens présidents de la République en compagnie de l'actuel candidat présidentiel.

*Plus de 17 ans
après la signature
des accords de paix
ayant mis fin à une
guerre civile
meurtrière, les
élections
présidentielles de
mars 2009
s'inscrivent dans
une séquence
historique qui
dépasse le cadre
purement électoral*

L'autre inconnue demeure, tant pour Rodrigo Avila que pour Mauricio Funes, la véritable attitude des formations minoritaires représentées au Parlement qui ont été, jusque là, des alliés de l'Arena sur un plan national même si quelques candidats du PDC ont rejoint le FMLN au sein de coalitions municipales.

Si la perception du changement s'incarne aujourd'hui davantage dans la candidature de Mauricio Funes, il lui faudra à l'évidence conquérir de nouveaux électeurs car le puissant appareil électoral de l'Arena et les soutiens médiatiques dont il bénéficie très largement pourraient resserrer, voire inverser, le faible écart de voix

enregistré lors des élections législatives ou dans les intentions de vote présidentielles.

Pour le candidat du FMLN, le principal enjeu réside certainement dans le dépassement du sentiment de peur que pourrait encore susciter, dans une partie de la société, l'ancienne guérilla reconvertie en parti politique dont les scissions et divisions ont jalonné son histoire récente. Mais il semble, à entendre les propos tenus par certains responsables de droite, que les mentalités, elles aussi, ont évolué au point d'accorder à Mauricio Funes le bénéfice du doute.

De la capacité de rassemblement du candidat du FMLN, notamment en direction de nouveaux électeurs, des abstentionnistes - traditionnellement nombreux - et des électeurs des partis minoritaires (PCN-PDC) dépendra dans une large mesure l'élection de Mauricio Funes à la présidence de la

République et sa future marge de manœuvre à la tête d'un pays en quête d'un mode de développement plus équitable.

Plus de 17 ans après la signature des accords de paix ayant mis fin à une guerre civile meurtrière, les élections présidentielles de mars 2009 s'inscrivent dans une séquence historique qui dépasse le cadre purement électoral. Car au delà de la polarisation actuelle, le principal enjeu est bien celui de l'alternance politique, de la possibilité pour le FMLN de devenir un parti de gouvernement capable d'engager la société sur la voie d'un approfondissement du processus démocratique et du bien être socioéconomique.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre d'Études sur l'intégration et la Mondialisation (CEIM).



Observatoire des Amériques
www.ameriques.uqam.ca
Courriel : oda@uqam.ca
Tél.: (514) 987-3000
p. 0382



Centre d'Études sur l'intégration et la Mondialisation
Université du Québec à Montréal
Faculté de science politique et de droit
Case postale 8888, succ. Centre-ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8